

CLUB VILLE AMENAGEMENT

Le “5 à 7” du 14 janvier 1998

Les exigences et compétences nouvelles des usagers
avec Patrick Degrave, Directeur de la Cofremca

Associations de quartiers, procédures de concertation, évolution des pratiques de consommation, de loisirs, d'habitat, nouvelles attentes des habitants : l'aménagement ne peut plus faire abstraction des usagers de la ville. Mieux informés et devenus plus exigeants, ils entendent participer directement aux choix qui les concernent. Le second “5 à 7” du Club Ville Aménagement qui s'est déroulé le 14 janvier dernier, a été l'occasion de tenter de mieux appréhender les évolutions du comportement de la population. Patrick Degrave, Directeur de la Cofremca, a proposé une analyse socio-historique des grandes tendances qui structurent et orientent la dynamique sociale de ces quarante dernières années.

“Nous sommes en train de vivre le passage à une seconde modernité. De plus en plus de gens sont des acteurs, acteurs de leur consommation, de leur choix de vie au travail, de leur environnement. Nous observons aujourd'hui dans la plupart des pays occidentaux la montée d'une pression sociale considérable”. Pour Patrick Degrave, cette irruption des usagers sur la scène publique n'est pas propre à l'aménagement et traduit le profond bouleversement qui affecte les sociétés occidentales depuis une dizaine d'années. Ces dernières sont confrontées à un double phénomène. D'une part, le modèle social développé depuis la seconde guerre, fondé sur le développement de la consommation de masse et une forte intervention de l'Etat, est aujourd'hui profondément remis en cause. La plupart de nos institutions, se trouvent décalées par rapport aux nouvelles aspirations de la population et leur légitimité est contestée. D'autre part, le poids croissant de l'individu dans nos sociétés interroge tous les décideurs, gouvernants et responsables économiques, politiques ou locaux. On ne peut plus imposer, il faut désormais convaincre ; il ne suffit plus de décider, il faut accompagner.

Comment analyser ce changement social, quelles sont les dynamiques en cours ? Reprenant les études menées par la Cofremca, Patrick Degrave a identifié quatre tendances lourdes qui structurent et pèsent durablement sur tous les secteurs de la vie sociale. Leurs manifestations varient suivant les époques considérées et permettent d'interpréter sur la longue période les évolutions des mentalités et des comportements.

Le besoin d'autonomie

Le besoin d'autonomie constitue un premier facteur déterminant. Jusqu'à la fin des années 50, la société française a été marquée par un modèle de conformité et de reproduction sociale. A partir du milieu des années 60 et de manière très puissante dans les années 70, ce modèle donne lieu à la montée d'un phénomène

de contestation, qui se traduit par un puissant mouvement de rejet de l'autorité : rejet de l'autorité dans les familles, mais aussi des grandes entreprises et de l'Etat. Dans les années 80-90, la tendance est plutôt à l'autodétermination : les individus ne se comportent plus en fonction d'habitudes et de modèles hérités, mais en fonction de ce qu'ils pensent et de leur analyse de la situation à un moment donné.

Cette manifestation particulière de l'autonomie s'accompagne d'une très grande versatilité des choix et des attitudes des consommateurs ou des citoyens : on change facilement de marque, d'opinion, d'attitude de vote...

Les analyses les plus récentes du phénomène révèlent une très forte volonté d'expression concrète et active. “Depuis le début des années 90, nous observons une remontée puissante du besoin de participer qui se saisit de n'importe quel prétexte”, a remarqué Patrick Degrave. “Les gens veulent pouvoir influencer les choses, ils ont besoin de s'exprimer, non plus à travers les idéologies comme dans les années 70, mais sur des faits concrets et ponctuels, qui les concernent directement”. Bon nombre d'attitudes parfois irrationnelles du point de vue de leur objet, s'expliquent ainsi très largement par ce besoin nouveau d'agir et de participer. Les entreprises, les hommes politiques, les institutions, comme les aménageurs doivent en tenir compte.

La vitalité

La vitalité - vitalité individuelle et vitalité sociale - définie comme la manière d'agir et de réagir des individus en fonction de leurs affects, constitue la seconde donnée lourde développée par Patrick Degrave. Alors que nous avons vécu longtemps dans une société où les émotions et les sens étaient très inhibés, depuis les années 60 s'est développée une tendance au polysensualisme. Les individus s'attachent à ce qu'ils perçoivent et à ce qu'ils ressentent et sont devenus plus attentifs à l'univers polysensoriel dans lequel ils évoluent. Il ne suffit plus à un produit de disposer de bonnes caractéristiques techniques pour plaire, il faut que la couleur soit agréable, l'odeur plaisante, le toucher rassurant... Cette part croissante accordée à l'univers sensible ne touche pas seulement les produits de la grande consommation, elle concerne aussi le rapport à la ville : aujourd'hui les usagers réclament des espaces et des architectures qui parlent à leurs sens.

Dans les années 80 et 90, ce phénomène de vitalité se manifeste par une place plus grande accordée à l'intuition. Pour convaincre, la rationalité seule ne suffit plus ; l'expertise de l'aménageur, de l'architecte, de l'ingénieur ne fait plus autorité. Les gens font autant confiance à leur perception subjective, qu'aux arguments logiques qui leur sont proposés. Ainsi, un décideur peut avoir des explications moins claires que son contradicteur, mais il peut sembler meilleur, plus authentique, plus fin, plus humain... Cette primauté croissante de la sphère subjective débouche aujourd'hui sur le besoin de “vivre plus”, qui se mesure non plus à l'aune de la rationalité, mais à celui de l'émotion : “les gens veulent se sentir vivre, sentir le sang couler dans leurs veines, sentir qu'ils participent à des événements”.

La quête de sens

La quête de sens constitue le troisième facteur explicatif des évolutions des comportements. Jusqu'à la fin des années 50, la science, le progrès, la religion et les grandes idéologies politiques constituaient de puissants moteurs de sens social : on travaillait, on consommait, on formulait des opinions en référence aux grands systèmes de valeurs auxquels on appartenait. Avec l'effondrement des idéologies collectives des années 60-70, l'individu s'est retrouvé privé de repères, seul face à la vie.

Aussi les décennies 80 et 90 sont-elles marquées par une nouvelle quête de sens, mais qui cette fois s'exprime loin des grandes églises, plutôt dans des actions quotidiennes plus émotionnelles “qui ont du sens” : l'art, l'écologie, le caritatif... La manifestation la plus récente de cette tendance conduit à privilégier l'expérience individuelle : faire des choix de vie, explorer de nouveaux modes d'expression, s'investir dans certaines actions, deviennent ainsi des moyens de fabriquer du sens...

Une sociabilité plus ouverte

La quatrième tendance évoquée par Patrick Degrave concerne l'évolution des modes de sociabilité. Alors que nous avons vécu pendant longtemps dans une société très cloisonnée et très hiérarchisée, où l'appartenance à une catégorie sociale et à une communauté était déterminante, nous connaissons aujourd'hui un tissu social beaucoup plus ouvert. Au cours des années 60-70, les individus se sont progressivement affranchis des contraintes et ont multiplié les liens faibles. Les années 80-90 sont marquées par le développement de l'empathie, que la Cofremca appelle “le moi-nous” : on comprend et on accepte davantage les logiques de l'autre. Les liens entre les personnes se fondent davantage sur des considérations sensibles que sur des catégories figées. Les comportements sociaux les plus récents font apparaître à la fois un mouvement de recentrage sur le “micro-social”, qui se traduit par un fort investissement de la famille, des amis et une sociabilité qui se crée et se choisit autour de centres d'intérêts partagés.

Quelles sont les conséquences de ces évolutions des comportements individuels sur la société ? “Les valeurs collectives progressent, tandis que se manifeste un refus majeur de l'exclusion. Loin de se désagréger, le creuset du tissu social se renforce”, a expliqué Patrick Degrave. Plusieurs indicateurs d'opinion permettent, selon lui, de “mesurer” ce phénomène, qu'il interprète comme une réaction de la société à l'excès d'individualisme. Ainsi le sentiment d'insertion augmente, de même que la solidarité ou la convivialité. Les gens affirment souhaiter partager des buts communs, participer à des expériences collectives avec d'autres... La famille et la vie sociale de quartier prennent encore plus d'importance.

Le besoin de participer

Surtout, le besoin d'être acteur de la société et de s'y exprimer activement est de plus en plus revendiqué et alimente ce que la Cofremca appelle des “réservoirs de participation citoyenne”. De plus en plus de gens affirment être actifs dans une association, signer des pétitions, participer à des manifestations, être actifs dans un syndicat ou un parti politique. Ce phénomène semble irréversible et se renforcera encore dans l'avenir. La population ne veut plus être sujet, elle veut participer, accompagner, comprendre, s'exprimer et s'engager. “Nous sommes entrés dans une société où il convient davantage de parler d'acteurs, que de clients, d'utilisateurs ou d'usagers”, a conclu Patrick Degrave. “L'enjeu pour la plupart des décideurs consiste à inventer les moyens de prendre en compte cette aspiration profonde des individus. Celle-ci implique un apprentissage au dialogue, qui concerne autant la population que les aménageurs. Elle nécessite une ingénierie d'accompagnement du corps social structurée, organisée, informée et mettant en œuvre des techniques pointues”.

Synthèse réalisée par Alix HOANG